

www.pourunquebeclucide.com

Pour un Québec
lucide

Lucien Bouchard
Joseph Facal
Pierre Fortin
Robert Lacroix
Sylvie Lalande
Claude Montmarquette
André Pratte
Denise Robert
Jean-Claude Robert
Guy Saint-Pierre
Marie Saint Pierre
Denise Verreault

Le 19 octobre 2005

Alors que notre avenir est menacé

par le déclin démographique et la concurrence mondiale,

le Québec ne peut se permettre d'être la république du statu quo.

Nous sommes inquiets. Inquiets pour le Québec que nous aimons. Inquiets pour notre peuple qui a survécu contre vents et marées, mais qui ne semble pas conscient des écueils qui menacent aujourd'hui son avenir.

Depuis 50 ans, l'économie du Québec a connu un essor sans précédent :

- en 1961, le revenu annuel moyen des Québécois francophones équivalait aux deux tiers seulement de celui des Québécois anglophones; aujourd'hui on est tout près de la parité de revenu entre les deux groupes linguistiques;
- à l'époque, un jeune Québécois de 25 ans avait fréquenté l'école pendant 9 ans, contre 11 ans pour un jeune Ontarien; aujourd'hui, le jeune Québécois a fait 15 ans de scolarité, autant que l'Ontarien;
- au chapitre du taux de chômage, à l'heure où nous écrivons, l'Ontario ne devance plus le Québec que par 1,4 point (6,8 % vs 8,2 %), alors que l'écart atteignait presque 5 points aussi récemment qu'en 1989.

Par rapport au reste du Canada, le Québec du dernier demi-siècle a donc accompli un rattrapage spectaculaire. Nous avons raison d'être fiers de ce progrès, réalisé grâce à un modèle de société qui, somme toute, a bien fonctionné. Cependant, nous ferions une grave erreur en nous satisfaisant de cette performance. D'abord parce qu'il reste du chemin à faire. Ensuite parce que c'est à l'aune du continent et à celle du monde qu'il faut aujourd'hui se mesurer. Or, dès que l'on adopte ce point de vue plus large, on constate que le retard économique du Québec est loin d'avoir été comblé. Au plan du niveau de vie, notamment, le Québec fait encore partie des 25 % les moins riches parmi les provinces et états d'Amérique du Nord. Au plan financier, le gouvernement du Québec fait figure d'un lourd albatros qui ne parvient pas à prendre son envol, notre dette publique par habitant étant la plus élevée du continent.

À cette constatation que l'économie du Québec a encore bien des croûtes à manger s'ajoutent deux menaces de première importance pour notre avenir. D'une part, le Québec s'apprête à vivre le déclin démographique le plus rapide de tous les pays industrialisés à l'exception du Japon. D'autre part, comme toutes les autres régions de l'Occident, il subit déjà une concurrence féroce de la part des pays asiatiques, au premier chef de la Chine et de l'Inde.

Rêver en couleurs

Nous ne doutons pas que le Québec ait les ressources pour combler son retard économique sur le reste du continent, assainir ses finances publiques, gérer convenablement son ralentissement démographique et affronter avec succès le défi asiatique. Nous sommes également convaincus qu'il n'est pas du tout nécessaire de jeter notre modèle de société à la poubelle pour faire face à ces défis. Seulement, le monde a changé et il nous faut nous adapter aux nouvelles réalités. Refuser de le faire, ce serait comme s'entêter à taper ses lettres à la dactylo sous prétexte que c'est avec celle-ci qu'on a appris à écrire.

Encore faut-il que nous ayons, au préalable, la lucidité de reconnaître l'envergure des obstacles à surmonter et des défis à relever. Que nous évitions de blâmer les autres pour nos propres problèmes et prenions nos responsabilités en faisant, individuellement et collectivement, les choix qui s'imposent. Et que nous ne ménagions aucun effort pour faire du Québec un lieu inégalé de liberté intellectuelle et économique afin d'ouvrir les vannes de l'énergie, de l'originalité et de la créativité.

Nous ne sommes pas les premiers à tenter d'alerter nos concitoyens. Malheureusement, la plupart des Québécois continuent de nier ou d'ignorer le danger. D'où notre profonde inquiétude.

Ceux qui nient le danger sont aveuglés par le vent de prospérité qui souffle sur le Québec depuis quelques années. Il est vrai que nous ne sommes pas au milieu d'une grave récession comme en 1982 ou en 1992. C'est la particularité de la situation actuelle : le danger ne se présente pas sous forme de précipice, mais de longue pente descendante. Au premier coup d'œil, il ne semble pas y avoir de risque. Mais une fois amorcée, la glissade sera inexorable.

D'autres sont prêts à reconnaître certains des problèmes que nous venons d'identifier – notre relative faiblesse économique en Amérique du Nord, notre endettement public, notre déclin démographique, le défi asiatique. Mais ils croient et tentent de faire croire à la population qu'il existe des solutions faciles à ces problèmes, par exemple «régler le déséquilibre fiscal». Nous convenons que ce déséquilibre existe et qu'il faut rétablir la situation au plus tôt. Mais cela n'aidera à résoudre partiellement qu'un seul des problèmes mentionnés, celui des finances publiques du Québec. Penser autrement, c'est rêver en couleurs ou ne pas savoir compter. Autre solution mise de l'avant : la souveraineté du Québec. Certains membres de notre groupe sont favorables à la souveraineté, d'autres pensent que l'avenir du Québec sera mieux assuré au sein du Canada. Les uns estiment leur option préférable à celle des autres mais nous avons tous la certitude que quel que soit le choix des Québécois, les défis qui confrontent le Québec resteront entiers.

Un contexte nouveau

Quels devraient être les objectifs des Québécois pour les prochaines décennies? Les mêmes que depuis toujours. Un : le Québec doit continuer à se développer, économiquement et socialement, afin d'assurer le mieux-être de ses citoyens. Deux : le Québec doit demeurer une société distincte, capable de faire rayonner une langue et une culture françaises modernes en Amérique. En raison du contexte nouveau auquel nous sommes confrontés, ces deux objectifs seront encore plus difficiles à atteindre au cours des prochaines décennies que lors du dernier siècle. Les recettes du passé n'y suffiront pas.

Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec, le Québec comptera 7,8 millions en 2050, à peine 300 000 personnes de plus qu'aujourd'hui. Aussi tôt qu'en 2012, il y a aura de moins en moins de gens en âge de travailler, de moins en moins de jeunes et de plus en plus de personnes âgées. Cela voudra dire un peuple moins dynamique, moins créatif, et moins productif. Pendant que le Québec subira ce freinage démographique, la population du reste de l'Amérique augmentera à un rythme rapide, de sorte que dans 40 ans, les 7,8 millions de Québécois seront entourés par près de 1,2 milliard de personnes, parlant pour la plupart anglais et/ou espagnol. Ce ralentissement démographique se produit au pire moment qui soit, à une époque où les pays occidentaux sont appelés à faire face à une concurrence inédite venant des pays asiatiques, tout particulièrement les géants chinois et indien. L'entrée de plus d'un milliard de nouveaux travailleurs dans le circuit de l'économie mondiale a commencé il y a 15 ans avec l'essor économique de la Chine et des autres «tigres» asiatiques. Elle va continuer à interpeller nos forces vives pendant plusieurs décennies à venir.

Depuis 2000, la production manufacturière a augmenté de 50 % en Asie, tandis qu'elle a stagné au Canada. Au cours des deux dernières années, le niveau d'emploi dans l'industrie québécoise de fabrication de vêtement a baissé de 40 %. La concurrence asiatique ne se fait pas sentir seulement sur les emplois à petit salaire; l'impartition en Inde fait la vie dure à nos emplois hautement spécialisés dans des créneaux comme les services informatiques. Dans 10, 20 ans, que fabriquerons-nous, nous, Québécois, mieux que les Chinois et les Indiens? Quels seront nos avantages comparatifs? Nos niches d'excellence?

Un Québec en perte de vitesse

Loin d'être abstraites et lointaines, les conséquences du déclin démographique commencent à se faire sentir; on n'a qu'à penser à l'augmentation rapide des dépenses de santé, que nos gouvernements n'arrivent pas à juguler et qui est en partie attribuable au vieillissement de la population. On sait aussi que l'économie québécoise croît moins rapidement que celle des provinces et états voisins; or, la faiblesse de notre démographie est l'une des causes de cet essoufflement. Ce frein va peser de plus en plus au cours des prochaines années, au point que la croissance réelle du PIB du Québec sera réduite de moitié dès la prochaine décennie. L'impact sur la situation financière du gouvernement sera

évidemment dramatique : d'une part, la hausse des dépenses de santé va continuer de s'accélérer parce que la population âgée sera de plus en plus nombreuse; d'autre part, l'augmentation des revenus va s'affaiblir parce que le nombre de travailleurs payant des impôts ira en diminuant.

Notre faiblesse démographique ne produira pas que des effets économiques. On peut craindre en effet qu'elle nous entraîne dans un cercle vicieux qui aura des impacts sociaux et culturels importants. Après être devenu, au cours des dernières décennies, une exceptionnelle terre d'accueil, un Québec plus âgé et moins dynamique aura de plus en plus de mal à attirer des immigrants. Le déclin démographique s'en trouvera aggravé, accentuant d'autant la menace pesant sur la vitalité de nos institutions culturelles. Le poids du français en Amérique, déjà minuscule, diminuera encore.

Il n'y a pas de recettes simples et indolores à la décroissance démographique, à la concurrence mondiale accrue, ni aux conséquences économiques, sociales et culturelles de ces phénomènes. Mais une chose est sûre : les solutions reposent sur la lucidité, la responsabilité et la liberté. Si les Québécois veulent préserver leur niveau de vie, s'ils veulent continuer de vivre dans une société francophone dynamique, s'ils veulent donner à leur culture et à leur élan créateur les moyens de s'épanouir pleinement et de rayonner le plus largement possible dans le monde, ils doivent contrer les effets de cette décroissance démographique et affronter cette concurrence mondiale. À moins d'un renversement aussi soudain qu'improbable de la natalité, seul un dynamisme exceptionnel permettra au Québec de tenir sa place sur le continent.

Le refus du changement

Malheureusement, au moment précis où nous devons opérer un changement radical de notre façon de nous voir et de voir le monde qui nous entoure, la moindre évolution dans le fonctionnement de l'État, le moindre projet audacieux, le moindre appel à la responsabilité, la moindre modification dans nos confortables habitudes de vie sont accueillis par une levée de boucliers, une fin de non-recevoir, au mieux par l'indifférence. Cette espèce de refus global du changement fait mal au Québec parce qu'il risque de le transformer en république du statu quo, en fossile du 20^e siècle.

À l'heure actuelle, le discours social québécois est dominé par des groupes de pression de toutes sortes, dont les grands syndicats, qui ont monopolisé le label «progressiste» pour mieux s'opposer aux changements qu'impose la nouvelle donne. Le syndicalisme peut être une force positive et responsable; il l'a maintes fois prouvé dans sa promotion des valeurs de partage, de justice sociale et de démocratie. Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par certains leaders syndicaux, particulièrement dans le secteur public, l'action syndicale ne se limite-t-elle pas trop souvent à une protection à courte vue des intérêts de ses membres? Pour que la concertation que suppose notre modèle soit productive, il faut qu'il y ait des constats communs, un dialogue véritable, une prise en

charge collective des responsabilités. Faut-il comprendre de la réaction des représentants syndicaux au rapport du Comité Ménard sur la pérennité des services de santé que cette concertation sera de plus en plus difficile? Nous souhaitons que cette réaction soit conjoncturelle, liée aux négociations en cours dans le secteur public, et n'exprime pas une culture plus profonde. En effet, il ne faudrait pas que le syndicalisme québécois s'éloigne du modèle responsable et coopératif qui l'a caractérisé au cours des deux dernières décennies. Tous se souviennent de l'ouverture et du leadership manifestés par les dirigeants syndicaux lorsque, d'un commun accord avec le monde des affaires et l'ensemble de la classe politique, ils ont donné en 1996 un appui indéfectible à l'atteinte du déficit zéro. Aujourd'hui comme à cette époque, tous les Québécois sont interpellés par les mêmes défis. Nous ne parviendrons à les relever que si nous y travaillons ensemble.

La population québécoise s'accommode de cette situation de blocage parce qu'elle y trouve son aise. Les Québécois travaillent moins que les autres Nord-Américains; ils prennent leur retraite plus tôt; ils se paient des programmes sociaux plus généreux; dans leur vie privée comme collective, ils s'endettent jusqu'à la limite de leur carte de crédit. Tout cela n'est qu'humain; nous recherchons tous la vie la plus agréable possible. Mais il faut aussi être réaliste. D'ici quelques années tout au plus, nos rêves – en fait, pas les nôtres, mais ceux de nos enfants - seront brutalement interrompus par des coups sur la porte : les huissiers!

Lucidité, responsabilité, liberté

Nous prenons la parole dans l'espoir de sortir de la torpeur actuelle avant qu'il ne soit trop tard. Un gouvernement seul, de quelque parti que ce soit, ne parviendra pas à vaincre la résistance et l'inertie. Les sonnettes d'alarme doivent retentir dans tous les milieux : politiciens, intellectuels, leaders syndicaux, artistes, gens d'affaires, tous ceux qui aiment le Québec et veulent un avenir prospère pour cet îlot francophone en Amérique doivent prendre la parole. À tous ceux-là, nous lançons un appel à la lucidité, à la responsabilité, à la liberté.

La lucidité exige que nous arrêtons de nous bercer d'illusions. Le Québec est une société privilégiée, mais notre prospérité est menacée. En continuant d'écouter ceux qui nous disent que tout va bien, qui nous offrent des solutions à courte portée, nous nous destinons à un recul que nous ne parviendrons bientôt plus à freiner. Le temps viendra, beaucoup plus rapidement qu'on le pense, où nous serons trop peu nombreux, pas assez riches et trop engoncés dans nos vieilles façons de penser pour assumer la solidarité sociale qui nous est si chère, et pour promouvoir la culture sans laquelle nous ne sommes plus Québécois.

La responsabilité exige que nous mettions tous l'épaule à la roue. Chaque individu, chaque groupe, chaque leader doit abandonner le premier réflexe qui est celui de tous, en particulier dans le Québec d'aujourd'hui : protéger ses intérêts et faire appel à l'intervention

du gouvernement. Au contraire, chacun doit se demander ce qu'il peut faire, dans son domaine et comme citoyen, afin de donner au Québec le souffle dont il aura besoin pour surmonter les défis de l'avenir.

La liberté suppose d'abord et avant tout qu'il soit possible de remettre en cause le statu quo sans être immédiatement convoqué devant le tribunal d'inquisition du consensus québécois. Autrement dit, la liberté commence par celle de penser et de dire autre chose que ce qui se pense et se dit depuis 40 ans. La liberté suppose le respect de ceux qui osent, qui sortent des sentiers battus, qui risquent. Elle requiert aussi - c'est un corollaire essentiel - le respect de ceux qui réussissent, plutôt que l'envie, les procès d'intention et la suspicion.

Les Québécois ont mis des années à se sortir de la Grande Noirceur et à rattraper le retard que leur avaient imposé le repli sur soi et un attachement démesuré à la tradition. Voilà que les mêmes travers nous guettent. Ne laissons pas glisser à nouveau sur le Québec l'ombre du passéisme.

Quelles solutions?

Notre objectif est avant tout de sensibiliser les Québécois aux défis qui se présentent à eux. Nous n'avons pas de programme à vendre; nous importe davantage le changement d'attitudes qu'exigent les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Nos discussions ont tout de même fait ressortir quelques pistes qu'il faudrait explorer d'urgence. La liste est évidemment loin d'être exhaustive. Le problème démographique est d'une ampleur et d'une complexité si grandes qu'il ne peut y avoir de solution miracle. Nous savons, toutefois, que ce problème pourrait être fortement aggravé par une immigration en déclin et une émigration en hausse. C'est ce qui pourrait arriver si le Québec ne connaît pas dans un avenir rapproché un développement exceptionnel.

Les idées que nous mettons de l'avant ici visent précisément à accélérer le rythme de développement du Québec. À cet égard, quelques priorités nous semblent s'imposer d'elles-mêmes tellement la marge de manœuvre du Québec est étroite. C'est le cas de l'allègement du fardeau de la dette publique. À l'heure actuelle, le gouvernement du Québec consacre 16 % de ses dépenses au service de la dette, une part beaucoup plus importante que celle que supportent les autres gouvernements provinciaux. Seize pour cent, c'est 7 milliards par année, l'équivalent du budget de 12 des 21 ministères de l'État québécois. Si l'on ne parvient pas à diminuer ce fardeau, la précarité financière du gouvernement s'aggravera brusquement dès que les taux d'intérêt augmenteront. L'arithmétique est incontournable : avec une dette de 120 milliards, chaque augmentation d'un point des taux ajoutera, à terme, 1,2 milliard au service de la dette. Le gouvernement se trouvera forcé à réduire d'autant ses dépenses, même dans les domaines essentiels. Au contraire, si l'État parvient à diminuer sa dette, il dégagera une marge de manœuvre lui permettant de rencontrer les dépenses de santé croissantes provoquées par le vieillissement de la population.

Libéré d'une partie du fardeau de la dette, le gouvernement du Québec pourrait aussi contribuer à une corvée essentielle pour la prospérité future du Québec, soit un investissement massif en éducation et en formation. Une petite nation pourra seulement faire sa marque par la qualité de sa main-d'œuvre, par le haut niveau de son développement culturel et scientifique, par sa créativité. Il est donc fondamental de valoriser ces domaines et d'y investir la part la plus importante de nos ressources. Notamment, il faut faire en sorte que le taux de décrochage diminue et que de plus en plus de jeunes poursuivent leurs études au niveau post-secondaire dans des institutions de haut calibre.

Le niveau d'investissement requis pour atteindre ces objectifs dépasse les capacités financières de l'État québécois. C'est pourquoi un esprit de lucidité et de responsabilité mènera à l'abandon du gel des droits de scolarité, une politique qui va à l'encontre du bon sens et de toutes les études menées sur la question. Au cours des dix dernières années, le gel a privé les universités québécoises de plus de 3 milliards par rapport aux ressources financières dont elles auraient disposé si les droits avaient augmenté au même rythme qu'ailleurs au Canada. Conséquence : cette année, les universités du Québec souffrent, lorsqu'on les compare à celles des autres provinces, d'un manque à gagner annuel de 375 millions. Les premières victimes de cette situation sont les étudiants eux-mêmes, menacés d'une détérioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche universitaires.

Le dégel des droits de scolarité devrait s'accompagner de la mise en place d'un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel au revenu. Une fois sur le marché du travail, les jeunes ne seraient tenus de rembourser leurs dettes d'études qu'en fonction de leurs ressources financières.

Par ailleurs, la mondialisation de l'économie rend essentielle la maîtrise de plusieurs langues. Le Québec doit évidemment s'assurer que ses citoyens parlent et écrivent correctement le français, qui est non seulement notre héritage et notre langue commune mais reste l'une des principales langues internationales. L'État doit aussi déployer beaucoup plus d'efforts pour que les Québécois parlent et écrivent l'anglais, puis une troisième langue. Dans le monde d'aujourd'hui, on ne peut plus accepter que la majorité des jeunes Québécois sortant de nos maisons d'enseignement soient incapables de parler et d'écrire correctement l'anglais. Par sa culture et sa situation géographique, le Québec jouit d'un environnement particulièrement favorable à l'apprentissage des langues; il devrait profiter au maximum de cet atout.

Comme les Québécois seront moins nombreux, il leur faudra être plus productifs. À une main-d'œuvre de qualité devra donc s'ajouter un environnement de travail favorisant la performance et l'innovation. Le Québec doit accroître ses investissements en recherche et développement dans les créneaux où il est déjà un leader mondial. Il nous faut aussi être innovateur en matière d'organisation de travail, même si cela exige la remise en question de certains acquis. La concurrence mondiale étant ce qu'elle est, il serait suicidaire de refuser de se défaire des rigidités qui minent notre compétitivité.

La lucidité devrait aussi nous amener à revoir notre attitude collective en ce qui a trait aux tarifs d'électricité. Le Québec a la chance de disposer d'une ressource aussi précieuse que le pétrole. Si l'Alberta parvient à générer des revenus considérables avec son or noir, pourquoi le Québec se prive-t-il d'une partie du potentiel financier de son or bleu? La politique tarifaire actuelle d'Hydro-Québec n'est qu'une des manières dont on peut faire profiter les Québécois de cette ressource; ce n'est ni la plus productive ni la plus efficace. Contrairement à une perception répandue, elle profite davantage aux personnes à revenus élevés (qui auraient les moyens de payer plus) qu'aux personnes moins aisées (qu'on peut protéger contre les augmentations de tarifs). Le président du Mouvement Desjardins, M. Alban D'Amours, a déjà proposé que les tarifs d'électricité soient augmentés et qu'une part déterminée des profits d'Hydro-Québec soit consacrée au remboursement de la dette du gouvernement du Québec. Nous endossons cette proposition, en précisant qu'à notre avis, la hausse des tarifs d'électricité devrait être à la fois substantielle et progressive.

Dans le cadre du débat que nous souhaitons, d'autres avenues mériteraient d'être explorées, par exemple, une réforme majeure de la taxation. Les pays qui investissent beaucoup dans les programmes sociaux privilégient généralement les taxes sur la consommation plutôt que celles sur le revenu. Le Québec fait exactement l'inverse. Cela a pour effet de rendre le travail moins attrayant et d'encourager plutôt les contribuables à privilégier leurs loisirs. Modifier le dosage des taxes pourrait augmenter l'offre de travail et de capital, deux éléments essentiels à la croissance. Contrairement à une idée reçue, taxer la consommation ne signifie pas nécessairement se tourner vers un régime fiscal moins progressif; il y a toutes sortes de manières de taxer la consommation de façon progressive et ainsi d'encourager le travail et l'épargne.

Le Québec pourrait aussi envisager la création d'un régime de Revenu minimum garanti. Ce régime prendrait la forme d'un transfert direct à chaque citoyen et se substituerait à plusieurs des programmes de redistribution existants, notamment les faibles tarifs d'électricité et le gel des droits de scolarité évoqués plus haut. Un tel système aurait l'avantage de réduire la lourdeur bureaucratique qu'entraîne l'administration de programmes multiples et complexes. Le modèle québécois est fondé sur un idéal de solidarité que nous partageons avec conviction; nous sommes aussi convaincus que pour qu'elle se réalise concrètement, cette solidarité doit être efficace.

La fin de l'intolérance et de la méfiance

D'autres que nous ont fait des propositions de ce genre dans les dernières années. On s'est empressé de les clouer au pilori, de monter contre eux des procès d'intention sans jamais prendre la peine d'étudier objectivement leurs idées. Cette attitude d'intolérance doit être abandonnée si l'on veut que le Québec soit en mesure de continuer à prospérer, tout en préservant, voire en améliorant le filet de sécurité sociale qui est la marque d'une société solidaire.

Il faudrait aussi se défaire de la méfiance malsaine qui s'est développée dans certains milieux à l'égard du secteur privé. La naissance d'une telle attitude est assez paradoxale. Pendant des années, on a déploré le fait que l'économie du Québec soit contrôlée par des gens d'affaires de langue anglaise; aujourd'hui que les francophones ont pris en main notre économie, on les dénonce à qui mieux-mieux, jusqu'à soupçonner leurs motifs lorsqu'ils contribuent temps et argent à la philanthropie. Ce faisant, on se prive encore de ressources précieuses, en particulier pour le financement des infrastructures. Pourquoi accuse-t-on les grandes firmes québécoises de tous les maux lorsqu'elles veulent investir chez nous, par exemple dans un partenariat public-privé, alors qu'on s'enorgueillit de leurs succès internationaux? Si un pays aussi social-démocrate que la France a recours au privé pour financer la construction de ses infrastructures, on voit mal selon quelle logique le Québec se priverait de faire de même.

Ouvrir la porte au privé dans certains secteurs ne signifie pas l'abandon du modèle québécois. L'État doit bien sûr conserver son pouvoir régulateur, et dans certains cas le renforcer – on l'a vu récemment dans le domaine financier avec l'éclatement de divers scandales. Il s'agit tout simplement de rechercher un juste milieu afin d'être en mesure de canaliser toutes nos énergies en faveur de la prospérité de tout le Québec.

Un esprit nouveau

Tous ne seront pas d'accord avec ces pistes de solution. Deux choses devraient toutefois faire consensus : l'ampleur des défis auxquels notre société fait face et la nécessité d'en débattre au fond, donc de les aborder avec un esprit nouveau. Les défis des années 1960 exigeaient une révolution tranquille non seulement de nos institutions, mais aussi de notre façon de voir les choses, de notre culture; il en est de même aujourd'hui. Cet esprit nouveau sera lucide, responsable, et libre. Il accueillera avec ouverture les idées originales, plutôt que d'excommunier sur le champ ceux qui les proposent. Animés de cet esprit nouveau, les Québécois feront face à leurs problèmes, plutôt que de s'en prendre aux autres et se contenter de faux-fuyants.

Nous invitons à se manifester tous ceux qui, comme nous, ressentent l'urgence d'un redressement. Notre démarche aura été inutile si elle ne trouve pas de larges échos dans la société québécoise. Le silence est confortable, mais le péril l'interdit. Plus nous serons nombreux à appeler au réveil de nos concitoyens, plus il y a de chances qu'ils nous entendent. Alors, comme tant d'autres fois depuis leur arrivée en Amérique, les Québécois prendront leur sort en main. Et ils réussiront.